

rouge



Le président des banquiers est mort.
Nous ne pleurerons pas Pompidou.
L'homme et sa politique ne font qu'un.
L'individu et les intérêts

qu'il a défendu sa vie durant sont indissociables.

Nous ne pleurerons pas le zélé serviteur des Rotschild, le patron des exploiters.

Nous ne pleurerons pas le chef des Marcellin, Galley, et Royer, l'homme du renforcement de la répression, celui qui siégeait à la tête de l'état fort des patrons.

Nous ne pleurerons pas le marchands de canon qui a reconnu la junte fasciste chilienne, l'a armée et l'a aidée financièrement.

Non ! Alors que, reconnaissante, la dictature brésilienne décrète 3 jours de deuil national, nos hommages vont aux travailleurs chiliens, nos frères torturés et assassinés que Pompidou n'a pas pleuré.

L'ENJEU DES ELECTIONS

POUR LES PATRONS : FAIRE TAIRE LES REVENDICATIONS OUVRIERES :

La bourgeoisie est inquiète. Les élections s'annoncent incertaines. La gauche peut l'emporter. Depuis les législatives de mars 73, le régime n'a cessé de s'user. Les patrons sont pris de court : un pas nouveau est franchi dans la décomposition du gaullisme. Des remous charognards au sein de la majorité aux multiples candidatures de la droite, s'illustre la recherche d'une solution de rechange capable de resouder les rangs du camp bourgeois face à la crise.

Ce régime est malade, définitivement malade, parce qu'il s'affronte à une vague de luttes ouvrières, inégalée depuis mai 68. En un an de l'immense mobilisation anti-militariste de la jeunesse à l'exemplaire grève des Lips, de la flambée des prix à la riposte revendicative des travailleurs, de la grève des Banques à l'occupation de Rateau, de St Nazaire aux Houillères, ... ce sont des grèves de plus en plus massives, gagnant en détermination, aux formes de luttes avancées, qui s'opposent désormais à la loi des patrons.

Parce que, par delà le bulletin de vote des travailleurs, ils craignent avant tout leur combativité, leur volonté d'en finir, les patrons veulent profiter des élections pour briser cette offensive ouvrière.

UNE SEULE REPONSE : NON A LA TREVE SOCIALE !

Les larmes de crocodile, les regrets hypocrites, cette campagne d'émotion nationale qui s'élève de tous côtés, vise un objectif précis : c'est un appel au calme au nom de la décence, à l'Union Nationale dans le deuil, à la trêve sociale. De l'Union de la Gauche à la bourgeoisie, c'est le même refrain : on nous dit que ce n'est plus l'heure de lutter, qu'il faut mettre en sourdine nos revendications, qu'il faut reprendre le travail et préparer calmement les élections.

Non ! Au contraire l'heure est à la lutte ! Alors que les patrons veulent profiter des élections pour nous faire capituler sur nos revendications, refusons ce chantage ! Le résultat des élections étant incertain, le Capital est inquiet : il n'en est que plus faible.

Les patrons ne peuvent se permettre d'opposer à nos luttes, en période électorale, le même mur que ces derniers mois. La bourgeoisie craint que les élections se déroulent dans un climat de luttes sociales, elle craint qu'une victoire de la gauche ne mette le feu aux poudres : elle est donc obligée de lâcher des miettes. Alors profitons-en ! Les patrons peuvent payer, ils doivent payer !

POUR L'UNION DE LA GAUCHE : L'HEURE DES COMPROMIS ELECTORAUX :

L'Union de la Gauche, et son candidat Mitterand, se mettent sur les rangs. Dans le respect de la légalité bourgeoise, dans le respect des institutions en place, dans le respect de l'ordre des exploiters. Déjà le P.C. et le P.S. cherchent à rassurer, montrent leur sens de la légalité et de l'ordre, prouvent qu'ils ne dérangeront pas les meubles de la maison.

Du Programme Commun aux cinq mesures immédiates de la Gauche, pour en arriver à la Charte présidentielle, véritable attrappe-mouche électoral, les capitulations se succèdent. Le programme se réduit comme une peau de chagrin, il devient un chèque en blanc électoral. La pêche au bulletin de vote, l'ouverture à droite, les sourires à certaines fractions de la bourgeoisie, prennent le devant. Ils priment sur les revendications des travailleurs et même sur les mesures inscrites au Programme Commun de la gauche.

Rien ne sert de rassurer la bourgeoisie, rien ne sert de faire patte de velours, rien ne sert de multiplier les glissements à droite. Ce chemin là, c'est celui qu'a suivi l'Unité Populaire chilienne. Vers le socialisme, c'est l'impasse la plus sanglante. Cette voie là, c'est l'utopie de la démocratisation pacifique des institutions bourgeoises, d'un état qui dans ses moindres rouages est par nature un appareil d'oppression des travailleurs. Croire que l'on séduira la police ou les militaires, que la bourgeoisie se laissera déposséder sans réagir, c'est déjà capituler, baisser les bras, et laisser les patrons en place.